

*CLUB CONVAINCRE DU RHONE*

New letter Europe N° 44 du 15 avril au 4 mai 2024



### ***Eurobaromètre 2024 : La situation géopolitique rend le vote aux élections européennes encore plus important !***

Du 7 février au 3 mars 2024 des interviews de 26 411 européens des 27 pays membres nous informe : Plus de huit Européens sur dix (81 %) estiment que **la situation géopolitique actuelle rend le vote aux élections européennes important**. Six citoyens sur dix (60 %) s'intéressent aux élections européennes du 6 au 9 juin, soit 11 points de pourcentage de plus qu'avant le vote de mai 2019. **73 %** des citoyens affirment que les actions de l'UE ont une incidence sur leur vie quotidienne. Les questions de **défense et de sécurité** de l'UE devraient être prioritaires dans la campagne électorale aux yeux des citoyens européens (**31%**). Cette statistique est moins flagrante en France (**24%**), où ces questions se classent en dixième position. La lutte contre **la pauvreté et l'exclusion sociale** (**33 %**) ainsi que **la santé publique** (**32 %**) constituent des thèmes majeurs dans l'esprit des électeurs. **60% des Européens** sont intéressés par le vote de juin 2024 et **71%** déclarent qui vont aller voter (+10 points par rapport à 2019) et la Présidente du Parlement, Roberta Metsola, commentant les résultats de l'enquête, a déclaré : *“Les Européens sont conscients de l'importance de ce qui se joue dans les urnes, et le vote est encore plus important dans le contexte géopolitique actuel. J'appelle nos concitoyens à voter lors des prochaines élections européennes, afin de renforcer la démocratie européenne et de façonner l'avenir de l'Europe“*.

Pour une majorité de répondants européens (56%), le **Parlement joue un rôle important** tandis que seulement **28%** des personnes interrogées pensent le contraire et **10%** souhaitent lui conserver son rôle actuel.

A l'avenir, les citoyens européens placent **la sécurité et la défense** (**37%**) comme priorité et **la sécurité alimentaire et l'agriculture** en deuxième position (**30%**). Alors que 4 citoyens sur 10 affirment que **le rôle de l'UE est devenu important** ces dernières années. En France, un citoyen sur deux souhaiterait voir le Parlement européen jouer un rôle plus important, tandis que **30%** préféreraient le voir occuper un rôle moins

prépondérant. **9%** sont satisfaits de son rôle actuel. La Présidente Metsola a ajouté : “*Le Parlement et l’Union européenne ont obtenu des résultats sans précédent au cours des dernières années. Nous avons été confrontés à des circonstances exceptionnelles et difficiles, mais nous en sommes sortis encore plus forts et plus unis. Le Parlement a été et continuera d’être la voix des citoyens et leur défenseur au sein de l’UE*”.

Le soutien à toute une série de mesures prises en réponse à l’invasion de l’Ukraine par la Russie reste très élevé. Près de **neuf personnes sur dix (89 %)** sont favorables à l’apport d’une aide humanitaire aux personnes touchées par la guerre, et plus de **huit sur dix (84 %)** sont favorables à l’accueil dans l’UE de personnes fuyant la guerre. **72 %** sont d’accord pour apporter un soutien financier à l’Ukraine. La même proportion (**72 %**) soutient les sanctions économiques contre le gouvernement russe, les entreprises et les particuliers. Environ **six personnes interrogées sur dix** approuvent l’octroi par l’UE du statut de candidat à l’Ukraine (61 %) et le financement par l’UE de l’achat et de la fourniture d’équipements militaires à l’Ukraine (60 %). **Neuf personnes interrogées sur 10 (87 %)** déclarent se sentir citoyens de l’UE, et plus de **six sur dix** sont tout à fait d’accord. Une majorité constante de citoyens sont conscients **des droits spécifiques conférés par la citoyenneté européenne**. Une grande majorité des personnes interrogées apprécie la libre circulation des personnes au sein de l’UE, **89 %** d’entre elles estimant qu’elle profite à eux personnellement et **83 %** qu’elle profite à l’économie. **La démocratie, l’État de droit et les droits fondamentaux** sont les fondements sur lesquels repose l’UE. Le but de cette enquête était de recueillir des informations sur la sensibilisation des citoyens de l’UE à l’état de la démocratie dans leur pays et dans l’UE, ainsi que sur leurs perceptions des menaces possibles auxquelles les institutions démocratiques de l’UE pourraient être confrontées.



## **Une Europe puissante, prospère et humaniste dicit Emmanuel MACRON Président de la République Française**

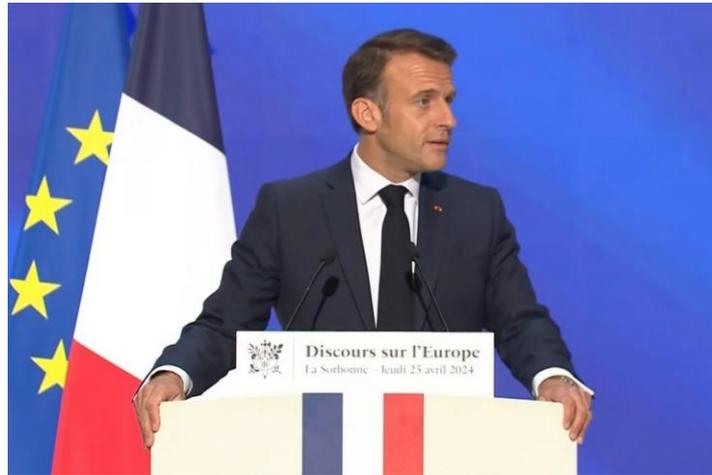
Le 25 avril 2024 Emmanuel MACRON est revenu sur les avancées du projet européen depuis son discours à la Sorbonne de 2017 et il s’est projeté dans l’avenir de l’Union européenne autour de 3 axes : **la puissance, la prospérité et l’humanisme**. “*Renouer le fil de nos accomplissements et parler de notre avenir*” était l’objectif du discours sur l’Europe du

Président de la République Française. Depuis 7 ans, le Brexit, la pandémie de Covid 19 et la guerre d'Ukraine, les crises se sont succédées et depuis 2017 l'Europe a connu des réussites, en particulier en matière d'unité et de souveraineté, ce qui n'était pas acquis en demandant à l'UE à agir avec une unité financière à travers un endettement commun, matérialisé par un plan de relance auparavant impensable . A 6 semaines des élections européennes, il a mis en garde " *Nous devons être lucides sur le fait que notre Europe, aujourd'hui, est mortelle. Elle peut mourir. Elle peut mourir, et cela dépend uniquement de nos choix*". Les 27 et 28 juin 2024, un sommet des 27 Etats membres doit déterminer le prochain agenda stratégique de l'Union européenne et structurer le programme de travail de la future Commission européenne.

L'invasion russe a conduit les Européens à bâtir une unité stratégique dans le domaine de l'énergie et aussi celui de la défense avec un soutien militaire à l'Ukraine et les 27 Etats membres ont exprimé une ambition de souveraineté technologique et industrielle avec l'agenda de Versailles. Pour le climat, le Pacte vert vise la neutralité carbone en 2050 mais "*la bataille n'est pas encore gagnée, loin de là*" dit le Président MACRON. Sur les questions migratoires, le **Pacte européen Asile et Migrations** devait être adopté, mais en matière économique, il y a un risque de "*décrochage*" face aux Etats -Unis et à la Chine. Devant les progrès de l'élargissement de l'UE avec les candidatures de l'Ukraine et de la Moldavie et les avancées dans les pays des Balkans, il a appelé à la création de la **Communauté politique européenne** pour une Europe élargie, mais devant la remise en cause du modèle démocratique européen, des menaces géopolitiques et de sécurité dans un contexte de réarmement généralisé, il appelle *prendre des décisions stratégiques massives, assumer des changements de paradigme, et y répondre par la puissance, la prospérité et l'humanisme*".

Pour une **Europe puissance**, il considère que "*L'Europe est sortie d'une logique de minorité, où elle allait chercher sa protection chez les autres. Elle doit aujourd'hui s'affirmer majeure*", et souhaite une forte montée en puissance de la défense européenne avec la création d'une Académie militaire européenne et développer l'industrie de défense européenne par un emprunt commun. Mais "*Il n'y a pas de puissance sans assise économique solide*" et il désire un nouveau paradigme de croissance et de production avec une simplification des règles du marché intérieur pour une **Europe de prospérité** grâce à une production plus importante et plus verte en matière d'agriculture et d'énergie avec une simplification de la Politique agricole commune et une consolidation de l'Alliance du nucléaire. Pour Emmanuel MACRON, l'**Europe humaniste** c'est la "*défense de cet humanisme européen qui nous lie*" de la démocratie libérale et de l'état de droit, remis en cause dans plusieurs Etats européens, mais aussi lutter contre les ingérence étrangères visant à désinformer et déstabiliser les démocraties. Pour consolider la démocratie en Europe, il propose de créer des listes transnationales aux élections européennes et de diminuer le nombre de signatures requises pour réaliser des initiatives citoyennes européennes.

source : *Tout l'Europe du 25 avril 2024*



- Crédits : capture d'écran YouTube

## L'élargissement de l'Union européenne : *Une richesse et un atout pour demain !*

Depuis 1957, l'Europe a connu **7 élargissements** et le nombre d'États membres est passé de **six pays fondateurs** (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) pour éviter un retour de la guerre en créant un marché commun pour renforcer leurs économie, à **28 jusqu'en 2020** avant le départ du Royaume Uni (Brexit). Dès 1973 trois pays rejoignent l'aventure européenne (le Danemark, l'Irlande et le Royaume Uni) attirés par le succès de la construction européenne. En 1981 et 1986, (La Grèce, l'Espagne, le Portugal) trois pays sortent de la dictature et s'appuient sur l'Europe pour enraciner la démocratie. En 1995 c'est l'Autriche, la Finlande et la Suède qui se rallient à l'Union européenne. Il y a 20 ans, **le 1er mai 2004**, 7 pays issus de l'ancien bloc soviétique (Estonie, Hongrie, Lettonie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie) mais aussi la même année Chypre et Malte qui voulaient s'inscrire dans **les valeurs démocratiques européennes**, mais au prix d'importantes disparités économiques. En 2007 et 2013, la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie, issues de l'Europe orientale, rejoignent l'Union européenne. L'Union européenne aujourd'hui c'est **27 pays** et des nouvelles adhésions sont prévus dans les années à venir.

Pour se porter candidat à l'entrée dans l'Union européenne, **un pays doit être européen** et avoir **un régime démocratique**, mais aussi adhérer aux valeurs de l'UE (Liberté-Diversité-Solidarité). Au-delà des conditions politiques, les pays candidats doivent disposer d'une **économie de marché** et être à même de supporter la concurrence des autres Etats membres. Celui qui souhaite faire partie de l'Union européenne doit déposer sa candidature et ce sont les Etats membres qui lui attribue à l'unanimité **le statut de candidat officiel**. Ensuite il doit accepter une stratégie de prè-adhésion pour commencer à mener des réformes, avec des aides financières européennes pour que ses institutions et son économie respectent les critères européens. Lorsque le candidat est jugé crédible par les autres Etats membres, les négociations d'adhésion à EU peuvent s'ouvrir, elles nécessitent souvent plusieurs années.

La transformation du pays doit lui permettre de devenir un Etat avec des institutions stables garantissant **la démocratie et l'Etat de droit**. Son économie de marché doit être viable et en mesure de supporter la concurrence des autres économies de l'UE. Le futur Etat membre doit intégrer l'ensemble du droit européen (appelé acquis communautaire) dans son droit national. Depuis 2006, la capacité d'intégration implique que l'UE soit à même d'accueillir un nouveau membre, ce qui peut retarder son adhésion. Lorsque tous ces critères sont respectés, **un traité d'adhésion** est préparé et si tous les États membres l'approuvent, le pays candidat devient membre de l'UE. Actuellement **9 pays** sont officiellement candidats (la Turquie, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, la Macédoine du Nord, l'Ukraine, la Moldavie, la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie). Le Kosovo a déposé sa candidature en décembre 2022, mais n'a pas encore obtenu le statut de candidat.

Source : *Tout l'Europe* du 29/02/2024

